

5.9 Revenus d'activité des non-salariés

Fin 2017, hors secteur agricole, 2,8 millions de personnes exercent une activité non salariée, à titre principal ou en complément d'une activité salariée (figure 1). Parmi elles, 49 % se concentrent dans le commerce et l'artisanat commercial, la santé et la construction, alors que ces secteurs ne rassemblent que 36 % des salariés non agricoles du privé. Les **micro-entrepreneurs** (ME) économiquement actifs représentent 33 % des **non-salariés**, mais plus de 60 % des non-salariés dans certains services aux particuliers (activités artistiques et récréatives, enseignement, etc.) ou certaines activités spécialisées (photographie, design, traduction), et jusqu'à 70 % dans le commerce hors magasin (sur les marchés, à distance ou en vente directe).

En 2017, hors agriculture et hors ME, les **non-salariés classiques** perçoivent en moyenne un **revenu d'activité** de 3 580 euros par mois. Les activités de médecine sont les plus rémunératrices avec un revenu moyen de 8 870 euros par mois, suivies des activités juridiques et comptables (8 340 euros) et du commerce pharmaceutique (6 850 euros). À l'opposé, le revenu moyen est le plus faible dans le commerce de détail hors magasin, les taxis et VTC, la coiffure et autres services personnels, les activités artistiques et récréatives (de 1 200 à 1 550 euros par mois). Les ME économiquement actifs perçoivent en moyenne 470 euros par mois au titre de leur activité non salariée. Par ailleurs, un sur quatre occupe un emploi salarié dont il tire ses principales ressources, contre un sur vingt parmi les non-salariés classiques.

Les femmes sont minoritaires parmi les non-salariés (37 % en 2017), même si leur part augmente continûment (31 % en 2008). Hors ME, elles perçoivent en moyenne 3 030 euros par mois en 2017, soit 22 % de moins que les hommes (3 880 euros). Elles exercent pourtant en plus grande proportion dans les secteurs les plus rémunérateurs, mais y gagnent nettement moins que les hommes (-36 % parmi les médecins et dentistes, -46 % dans les activités juridiques et comptables, etc.), en partie parce qu'elles exercent leur activité depuis moins longtemps et pour un nombre d'heures moins élevé dans l'année.

Hors agriculture, 8 % des non-salariés classiques déclarent un revenu nul, car ils n'ont pas dégagé de bénéfices ou ne se sont pas versé de rémunération. Parmi ceux qui perçoivent un revenu positif, 10 % gagnent moins de 510 euros par mois, la moitié moins de 2 460 euros et 10 % plus de 8 330 euros : le **rapport interdécile** (D9/D1) du revenu d'activité annualisé (tenant compte de la durée d'affiliation au régime de protection sociale des non-salariés dans l'année) est ainsi de 16 (figure 2). Ces disparités sont bien plus importantes que chez les salariés : alors que le rapport interdécile D9/D1 du revenu salarial est de 23 dans le secteur privé, celui du revenu d'activité des non-salariés (non annualisé, y compris ME) est de 100. Ceci illustre en partie les revenus plus faibles des ME du fait de périodes d'activité parfois très courtes. Le rapport interdécile D9/D5 du revenu d'activité non annualisé des non-salariés (3,5 hors ME ; 5,1 en les intégrant) est lui aussi plus élevé que celui du revenu salarial (2,2).

Entre 2008 et 2017, le revenu d'activité moyen des non-salariés classiques a fluctué au rythme de la conjoncture économique : il a fortement augmenté en 2010 et 2011 (+5,6 % sur deux ans, en euros constants) dans un contexte de reprise économique, puis a décliné de 1,4 % en 2012, année de ralentissement de l'activité (figure 3). À partir de 2013, avec l'élargissement de l'assiette des cotisations sociales pour les gérants de sociétés, le revenu d'activité déclaré par les non-salariés intègre une partie des dividendes perçus et la déduction fiscale forfaitaire de 10 % pour frais professionnels. Selon cette nouvelle définition, le revenu moyen des non-salariés classiques s'est replié en 2013 (-4,1 %), mais progresse à nouveau depuis : +10,1 % entre 2013 et 2017.

Le micro-entrepreneuriat, qui attire depuis 2009 une part croissante de non-salariés ayant des nouvelles activités peu rémunérées, a contribué, d'une part, à abaisser puis limiter la progression du revenu moyen de l'ensemble des non-salariés (-19,5 % entre 2008 et 2013 ; +1,0 % entre 2013 et 2017), d'autre part, à rehausser le revenu moyen des non-salariés hors ME. ■

Définitions

Micro-entrepreneur (ME), **non-salarié**, **non-salarié classique**, **revenu d'activité**, **rapport interdécile** (D9/D1) : voir annexe Glossaire.

Pour en savoir plus

- *Emploi et revenus des indépendants*, coll. « Insee Références », édition 2020.
- « Les revenus d'activité des non-salariés en 2017 », *Insee Première* n° 1781, novembre 2019.

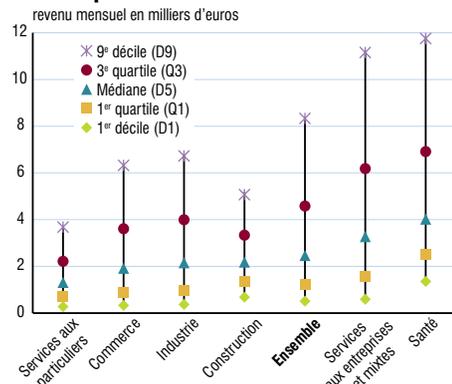
Revenus d'activité des non-salariés 5.9

1. Effectifs et revenus d'activité des non-salariés par secteur en 2017

	Effectifs au 31 décembre (y c. ME)			Revenu mensuel (hors ME)			Proportion de revenus nuls (en %)	Revenu mensuel moyen des ME (en euros)
	Ensemble ¹ (en milliers)	Femmes (en %)	Micro-entrepreneurs (ME)	Revenu moyen (en euros)				
				Ensemble	Femmes	Hommes		
Industrie (hors artisanat commercial)	131	33,4	45,3	2 850	1 700	3 110	9,9	320
Construction	364	3,5	32,7	2 590	1 970	2 610	5,5	630
Commerce et artisanat commercial	504	32,7	29,8	2 630	2 290	2 790	10,3	330
Commerce et réparation d'automobiles	67	7,1	27,6	2 350	1 970	2 380	10,1	430
Commerce de gros	80	25,5	26,5	3 220	2 270	3 460	14,6	580
Commerce pharmaceutique	27	54,9	ns	6 850	6 150	7 710	1,7	ns
Métiers de bouche	48	22,7	4,6	2 280	1 660	2 460	6,0	ns
Autre commerce de détail en magasin	164	44,1	15,3	2 130	1 680	2 470	11,5	400
Commerce de détail hors magasin	118	35,3	70,1	1 200	950	1 300	11,5	230
Transports et entreposage	79	9,8	25,5	1 970	1 870	1 990	7,3	320
dont taxis et VTC	40	8,9	14,7	1 410	1 770	1 380	5,0	450
Services aux entreprises et services mixtes	646	35,4	39,9	4 730	3 790	5 150	11,2	570
Information et communication	82	16,6	50,1	3 500	2 520	3 640	13,3	510
Activités financières et d'assurance	36	21,9	12,1	5 940	4 140	6 370	9,9	690
Activités immobilières	52	36,6	26,0	2 760	2 050	3 100	23,1	690
Activités juridiques et comptables	90	48,9	1,4	8 340	5 820	10 730	3,2	ns
Conseil de gestion	112	38,4	51,4	3 680	2 750	4 090	15,8	660
Architecture, ingénierie	73	22,0	29,5	3 590	2 520	3 820	9,8	730
Autres activités spécialisées	94	44,2	65,3	2 630	2 060	2 940	12,2	510
Vétérinaires	11	41,4	ns	5 610	4 280	6 470	1,9	ns
Services administratifs et de soutien	96	40,7	59,0	2 920	2 150	3 250	14,8	480
Services aux particuliers (hors santé)	583	49,8	45,2	1 650	1 380	1 880	11,0	440
Hébergement et restauration	179	36,4	15,9	1 810	1 450	2 000	13,2	450
Arts, spectacles et activités récréatives	73	36,6	65,1	1 550	1 280	1 660	18,9	360
Enseignement	135	46,6	64,0	1 640	1 480	1 730	10,1	510
Coiffure et soins de beauté	102	87,6	37,9	1 440	1 360	1 830	4,5	440
Autres services personnels	94	49,0	66,3	1 480	1 100	1 750	10,1	380
Santé humaine et action sociale	488	61,3	12,0	5 600	4 080	7 750	2,3	500
dont : médecins et dentistes	171	40,3	ns	8 870	6 610	10 380	1,7	ns
professions paramédicales et sages-femmes	238	71,6	2,6	3 570	3 290	4 270	1,9	820
Ensemble	2 795	37,4	33,2	3 580	3 030	3 880	8,3	470

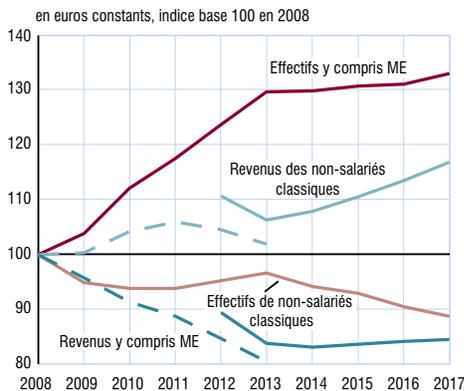
ns : résultat non significatif. 1. Les non-salariés dont le secteur d'activité est inconnu ont été répartis dans les différents secteurs pour le calcul des effectifs. Dans les autres colonnes, ils sont en revanche pris en compte uniquement pour les totaux, mais pas dans le détail par secteur. Note : les taxis d'office sont pris en compte dans les effectifs mais pas dans les revenus. Champ : France hors Mayotte, personnes exerçant une activité non salariée au 31 décembre 2017, hors agriculture. Source : Insee, base non-salariés 2017.

2. Dispersion des revenus des non-salariés classiques en 2017



Lecture : dans les services aux particuliers, un non-salarié classique sur dix perçoit un revenu d'activité inférieur à 270 euros par mois (D1), la moitié gagne moins de 1 310 euros (médiane) et un sur dix plus de 3 680 euros (D9). Champ : France hors Mayotte, non-salariés en activité au 31 décembre 2017, hors agriculture, hors micro-entrepreneurs, hors revenus nuls et hors taxés d'office. Source : Insee, base non-salariés 2017.

3. Évolution du revenu moyen et des effectifs non salariés entre 2008 et 2017



Note : la définition du revenu a changé en 2013. Champ : France hors Mayotte, non-salariés en activité au 31 décembre, hors agriculture et hors taxés d'office. Source : Insee, bases non-salariés.